

§ 2. L'article 1er de l'arrêté royal du 20 avril 1982 déterminant le mode de liquidation du montant annuel de la rente, augmentée de la contribution de l'Etat, constituée par les versements d'assurés libres dans le cadre des lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, est abrogé.

§ 3. Sont abrogés, mais restent d'application pour les bénéficiaires auxquels l'article 4 du présent arrêté n'est pas d'application :

1^o l'article 14, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 6 mai 1963 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres;

2^o l'article 2 de l'arrêté royal du 20 avril 1982 déterminant le mode de liquidation du montant annuel de la rente, augmentée de la contribution de l'Etat, constituée par des versements d'assurés libres dans le cadre des lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1986, à l'exception des articles 3, 4 et 5, §§ 1er, 1^o, 2 et 3 qui produisent leurs effets le 1er janvier 1987.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

§ 2. Het artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 april 1982 tot vaststelling van de wijze van uitbetaling van het jaarlijks bedrag van de met de rijksbijdrage verhoogde rente gevestigd door stortingen van vrijwillig verzekerden in het kader van de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, wordt opgeheven.

§ 3. Worden opgeheven, doch blijven van toepassing voor de gerechtigden voor wie het artikel 4 van dit besluit niet toepasselijk is :

1^o artikel 14, eerste lid, van het koninklijk besluit van 6 mei 1963 tot vaststelling van het algemeen reglement van de rust- en overlevingspensioenregeling ten behoeve van de vrijwillig verzekerden;

2^o artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 april 1982 tot vaststelling van de wijze van uitbetaling van het jaarlijks bedrag van de met de rijksbijdrage verhoogde rente gevestigd door stortingen van vrijwillig verzekerden in het kader van de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1986, met uitzondering van de artikelen 3, 4 en 5, §§ 1, 1^o, 2 en 3, die op 1 januari 1987 in werking treden.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 880

16 OCTOBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission des déchets

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, notamment l'article 37;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant que la commission qui fait l'objet du présent arrêté doit être mise en place sans retard, parce que son avis est requis préalablement à l'adoption de la plupart des arrêtés d'exécution du décret relatif aux déchets;

Considérant qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de commission qui pourrait remplir le rôle de la Commission des déchets à titre transitoire;

Considérant que la découverte récente de plusieurs dépôts clandestins de déchets dangereux en Wallonie rend d'autant plus impérieuse la mise en œuvre des mesures d'exécution du décret relatif aux déchets;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie et du Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Arrête :

Article 1er. Dans le présent arrêté, il faut entendre par « le Ministre » le ou les membres de l'Exécutif régional wallon qui ont l'enlèvement et le traitement des déchets dans leurs attributions, en ce compris le traitement industriel des déchets.

Art. 2. Les membres de la Commission sont désignés par l'Exécutif pour une durée de cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Pour chaque membre effectif, l'Exécutif désigne un suppléant qui participe aux travaux de la Commission en l'absence du membre effectif.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

Art. 3. La Commission comprend :

1^o un représentant du secteur industriel en général;

2^o un représentant de l'industrie de la récupération;

3^o un représentant de l'industrie de l'emballage;

- 4° un représentant de l'industrie du traitement et du recyclage des déchets;
- 5° quatre représentants d'associations de communes qui assurent l'élimination des déchets ménagers;
- 6° deux représentants d'associations d'agriculteurs, d'horticulteurs et d'éleveurs;
- 7° deux représentants d'associations de protection des consommateurs;
- 8° deux représentants d'associations de protection de l'environnement;
- 9° trois représentants d'organisations représentant les travailleurs;
- 10° deux représentants d'associations professionnelles représentant des collecteurs de déchets et des exploitants de décharges contrôlées;
- 11° l'inspecteur général de l'Inspection générale de l'environnement et des forêts du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire qu'il délègue;
- 12° le chef de la section « gestion des déchets » de l'Inspection générale de l'environnement et des forêts du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire qu'il délègue.

Art. 4. Les membres visés à l'article 3 ainsi que leurs suppléants, à l'exception des fonctionnaires, sont choisis sur présentation des organisations et associations intéressées.

Art. 5. Les membres seront âgés d'au moins vingt et un ans au jour de leur désignation.

Ils devront être domiciliés en Région wallonne tant au moment de leur désignation que pendant l'exercice de leur mandat.

Art. 6. L'Exécutif désigne le Président et le Vice-Président de la Commission parmi les membres de la Commission.

Le Vice-Président remplace le Président empêché provisoirement.

En cas de décès ou de démission volontaire du Président, le Ministre désigne parmi les membres un remplaçant qui achève le mandat en cours.

Art. 7. La Commission siège à Namur.

Le Ministre met à sa disposition les locaux nécessaires, en prenant toutes dispositions utiles à cette fin.

Art. 8. La Commission rendra ses avis dans un délai de quarante jours après avoir été saisie par l'Exécutif. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Les procès-verbaux de réunion ne valent pas avis.

Art. 9. Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité de voix, la voix du Président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'oppose à l'avis émis par la majorité, le Président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

Art. 10. La Commission est convoquée par le Président ou, à défaut, par le Ministre.

Le Ministre la préside lorsqu'il le juge nécessaire.

Un observateur désigné par le Ministre peut assister aux travaux de la Commission, sans participer aux votes.

Art. 11. Le Ministre ou le Président peut convier des personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux de la Commission.

Celles-ci ne prennent pas part aux votes.

Art. 12. Le secrétariat de la Commission est assuré par le personnel du Conseil économique et social, conformément à l'article 4, § 3 du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Ministre peut prendre toute mesure pour que le personnel affecté au secrétariat soit suffisant.

Le Président assure la direction du secrétariat.

Il reçoit les avis rendus par la Commission et les transmet au Ministre.

Art. 13. La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Ministre et publié au *Moniteur belge*.

Ce règlement précisera notamment :

- 1° les procédures de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, de validation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom de la Commission;
- 2° les modalités de vote et le nombre de participants requis pour siéger valablement;
- 3° les délégations de signature;
- 4° le fonctionnement du secrétariat conformément à l'article 12.

Il pourra également prévoir l'institution d'un bureau et de sections spécialisées pour préparer certains avis.

Le Ministre ne peut refuser d'approuver le règlement d'ordre intérieur que s'il viole le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets ou ses arrêtés d'application.

Art. 14. Les mandats sont gratuits.

Toutefois les membres de la Commission ont droit au remboursement de frais de parcours et de frais de séjour calculés selon les règles relatives aux indemnités pour les fonctionnaires.

Ils sont assimilés, à cette fin, à des agents de rang 15.

Art. 15. Les Ministres qui ont l'enlèvement et le traitement des déchets dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 octobre 1985.

Le Ministre-Président de la Région wallonne chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 880

**16. OKTOBER 1985. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der Kommission für Abfälle**

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 37;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, daß die Kommission, die den Gegenstand des vorliegenden Erlasses bildet, unverzüglich eingesetzt werden muß, weil ihr Gutachten vor der Verabschiedung der meisten Erlasse zur Durchführung des Dekrets über die Abfälle erforderlich ist;

In der Erwägung, daß es zur Zeit keine Kommission gibt, die die Rolle der Kommission für Abfälle vorübergehend übernehmen könnte;

In der Erwägung, daß kürzlich mehrere heimliche Lagerungen von gefährlichen Abfällen in Wallonien entdeckt worden sind, so daß es noch dringlicher ist, die nötigen Maßnahmen zur Durchführung des Dekrets über die Abfälle zu treffen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Haushalt und Energie und des Ministers der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im vorliegenden Erlaß versteht man unter « Minister » das bzw. die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive, zu deren Zuständigkeitsbereich die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle, einschließlich der industriellen Aufbereitung der Abfälle, gehören.

Art. 2. Die Mitglieder der Kommission werden von der Exekutive für eine Periode von fünf Jahren bestellt. Ihr Mandat kann erneuert werden.

Für jedes effektive Mitglied bestellt die Exekutive ein Ersatzmitglied, das an den Arbeiten der Kommission teilnimmt, wenn das effektive Mitglied abwesend ist.

Wenn ein effektives Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das Ersatzmitglied das laufende Mandat.

Art. 3. Die Kommission umfaßt :

1° einen Vertreter des Industriesektors im allgemeinen;

2° einen Vertreter der Rückgewinnungsindustrie;

3° einen Vertreter der Verpackungsindustrie;

4° einen Vertreter der Aufbereitungs- und Recyclingindustrie;

5° vier Vertreter von Gemeindevereinigungen, die für die Beseitigung vom Hausmüll sorgen;

6° zwei Vertreter von Vereinigungen von Landwirten, Gärtnern und Viehzüchtern;

7° zwei Vertreter von Verbraucherschutzvereinigungen;

8° zwei Vertreter von Umweltschutzvereinigungen;

9° drei Vertreter von Organisationen, die die Arbeitnehmer vertreten;

10° zwei Vertreter von Berufsvereinigungen, die die Abfallsammler und die Betreiber überwachter Deponien vertreten;

11° den Generalinspektor der Generalinspektion für Umwelt und Wälder des Ministeriums der Wallonischen Region oder den von ihm beauftragten Beamten;

12° den Leiter der Abteilung « Verwaltung der Abfälle » der Generalinspektion für Umwelt und Wälder des Ministeriums der Wallonischen Region oder den von ihm beauftragten Beamten.

Art. 4. Die in Artikel 3 erwähnten Mitglieder sowie ihre Stellvertreter, mit Ausnahme der Beamten, werden gewählt, nachdem die betreffenden Organisationen und Vereinigungen Kandidaten vorgeschlagen haben.

Art. 5. Die Mitglieder müssen am Tage ihrer Bestellung mindestens einundzwanzig Jahre alt sein.

Sie müssen sowohl zum Zeitpunkt ihrer Bestellung als auch während der Ausübung ihres Mandates ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region haben.

Art. 6. Die Exekutive wählt den Vorsitzenden und den Vizevorsitzenden unter den Mitgliedern der Kommission.

Der Vizevorsitzende ersetzt den zeitweilig verhinderten Vorsitzenden.

Im Falle des Todes oder des freiwilligen Rücktritts des Vorsitzenden wählt der Minister einen Stellvertreter unter den Mitgliedern, und dieser beendet das laufende Mandat.

Art. 7. Die Kommission hat ihren Sitz in Namür.

Der Minister stellt ihr die notwendigen Räume zur Verfügung, indem er jede zu diesem Zweck geeignete Vorkehrung trifft.

Art. 8. Die Kommission gibt ihre Gutachten binnen vierzig Tagen ab, nachdem die Exekutive sie damit befaßt hat.

Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Die Protokolle der Versammlungen gelten nicht als Gutachten.

Art. 9. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der Anwesenden gefaßt. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder gegen das von der Mehrheit abgegebene Gutachten sind, ergänzt der Vorsitzende dieses Gutachten durch einen Vermerk, in dem die abweichende Meinung angeführt wird.

Art. 10. Die Kommission wird vom Vorsitzenden oder notfalls vom Minister einberufen.

Der Minister führt den Vorsitz, wenn er es für nötig hält.

Ein vom Minister bestellter Beobachter kann den Arbeiten der Kommission beiwohnen, ohne an den Abstimmungen teilzunehmen.

Art. 11. Der Minister oder der Vorsitzende können Personen mit besonderen Fachkenntnissen auffordern, sich an den Arbeiten der Kommission zu beteiligen.

Diese nehmen nicht an den Abstimmungen teil.

Art. 12. Die Sekretariatsgeschäfte der Kommission werden vom Personal des Wirtschafts- und Sozialrates wahrgenommen, gemäß Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region.

Der Minister kann alle Maßnahmen ergreifen, damit das Sekretariat über genügend Personal verfügt.

Der Vorsitzende übernimmt die Leitung des Sekretariats.

Er nimmt die Gutachten, die die Kommission abgibt, entgegen und leitet sie an den Minister weiter.

Art. 13. Die Kommission gibt sich eine Geschäftsordnung, die vom Minister genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Diese Ordnung gibt insbesondere folgendes an :

1° die Verfahren für die Einberufung der Mitglieder, für die Festlegung der Tagesordnung, für die Gültigkeitserklärung in bezug auf die Protokolle, Gutachten und anderen Dokumente, die im Namen der Kommission angefertigt werden;

2° die Modalitäten der Abstimmung und die Anzahl Teilnehmer, die erforderlich ist, damit die Sitzungen gültig sind;

3° die Übertragung der Unterschriftsberechtigung;

4° die Arbeitsweise des Sekretariats gemäß Artikel 12.

Sie kann ebenfalls die Gründung eines Präsidiums und die Einrichtung von spezialisierten Abteilungen vorsehen, um gewisse Gutachten vorzubereiten.

Der Minister darf die Genehmigung der Geschäftsordnung nur verweigern, wenn letztere das Dekret vom 25. Juli 1985 über die Abfälle oder dessen Durchführungserlasse verletzt.

Art. 14. Die Mandate werden unentgeltlich ausgeübt.

Die Mitglieder der Kommission haben jedoch Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrt- und Aufenthaltskosten. Diese werden nach den Regeln berechnet, die in bezug auf die Vergütungen für die Beamten gelten.

Zu diesem Zweck werden die Mitglieder den Bediensteten des Rangs 15 gleichgestellt.

Art. 15. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle gehören, sind mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, am 18. Oktober 1985.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaft,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N. 87 — 880

16 OKTOBER 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de samenstelling en de werking van de afvalcommissie
—

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 25 juli 1985 betreffende de afvalfen, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde Commissie onverwijld moet geïnstalleerd worden, daar haar voorafgaand advies vereist is voor de aanneming van de meeste besluiten ten uitvoering van het decreet betreffende de afvalfen;

Overwegende dat er tegenwoordig geen commissie bestaat die bij wijze van overgangsmaatregel de rol van de Afvalcommissie zou kunnen uitoefenen;

Overwegende dat de recente ontdekking van verschillende onwettige stortplaatsen van gevaarlijke afvalstoffen in Wallonië de tenuitvoerbrenging van de maatregelen ter uitvoering van het decreet betreffende de afvalfen des te dwingender was;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de begroting en de Energie en van de Minister van het Waalse Gewest voor het Water en het Landleven,

Besluit:

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder « de Minister » het lid of de leden van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het ophalen en de behandeling van afvalfen behoren, met inbegrip van de industriële behandeling van de afvalfen.

Art. 2. De leden van de Commissie worden door de Executieve voor vijf jaar aangewezen. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Voor elk werkend lid wijst de Executieve een plaatsvervangend lid aan dat bij ontstentenis van het werkend lid aan de beraadslagen van de Commissie deelneemt.

Bij vacature voor het eind van een werkelijk mandaat voleindigt het werkend lid het lopende mandaat.

Art. 3. De Commissie bestaat uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de industriële sector in het algemeen;
- 2° een vertegenwoordiger van de terugwinningsindustrie;
- 3° een vertegenwoordiger van de verpakingsmateriaalindustrie;
- 4° een vertegenwoordiger van de afvalbehandelings- en van de afvalrecyclingsindustrie;
- 5° vier vertegenwoordigers van verenigen van gemeenten die de opruiming van de huishouding afkomstige afvalstoffen verzekeren;
- 6° twee vertegenwoordigers van de verenigen van landbouwers, tuinders en veehouders;
- 7° twee vertegenwoordigers van verenigen ter bescherming van konsumenten;
- 8° twee vertegenwoordigers van verenigen ter bescherming van het leefmilieu;
- 9° drie vertegenwoordigers van verenigen ter vertegenwoordiging van de werknemers;
- 10° twee vertegenwoordigers van beroepsverenigen ter vertegenwoordiging van de ophalers van afvalstoffen en de uitbaters van gecontroleerde stortplaatsen;
- 11° de Inspecteur-generaal van de Algemene Inspectie Leefmilieu en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem gedelegeerde ambtenaar;
- 12° de chef van de afdeling « Beheer van afvalstoffen » van de Algemene Inspectie Leefmilieu en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem gedelegeerde ambtenaar.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde leden alsmede hun plaatsvervangers, met uitsluiting van de ambtenaren, worden op voorstel van de betrokken organisaties of verenigen gekozen.

Art. 5. De leden moeten op de dag van hun aanwijzing ten minste eenentwintig jaar oud zijn.

Zij moeten, zowel op het moment van hun aanwijzing als tijdens de uitoefening van hun mandaat, hun woonplaats in het Waalse Gewest hebben.

Art. 6. De Executieve duidt onder de leden van de Commissie de voorzitter en de ondervoorzitter aan.

De ondervoorzitter vervangt de tijdelijk verhinderde voorzitter.

Bij overlijden of bij vrijwillige ontslagneming van de voorzitter duidt de Minister onder de leden een plaatsvervanger die het lopende mandaat voleindigt.

Art. 7. De Commissie houdt zitting in Namen.

De Minister stelt ter haar beschikking de nodige lokalen en neemt daartoe alle nuttige maatregelen.

Art. 8. De Commissie zal haar advies uitbrengen binnen een termijn van veertig dagen na zij door de Executieve ermee aanhangig werd gemaakt.

Na het verstrijken van die termijn wordt het advies gunstig geacht.

De notulen van de vergaderingen gelden niet als advies.

Art. 9. De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Indien ten minste één kwart van de aanwezige leden tegen het door de meerderheid uitgebrachte advies zich voorzet, vult de voorzitter dit advies aan door een vermelding die het meningsverschil aacht.

Art. 10. De Commissie wordt door de voorzitter of bij ontstentenis, door de Minister bijeengeroepen.

De Commissie wordt door de Minister voorgezeten wanneer hij het nuttig oordeelt.

Een door de Minister aangewezen toeschouwer kan zonder aan de stemming deel te nemen de beraadslagen van de Commissie bijwonen.

Art. 11. De Minister of de voorzitter kan personen met bijzondere bevoegdheden uitnodigen de beraadslagen van de Commissie bij te wonen.

Die personen kunnen niet aan de stemming deelnemen.

Art. 12. Het secretariaat van de Commissie wordt verzekerd door het personeel van de Economische en Sociale Raad overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging wat de Economische en Sociale Raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende regeling van de planificatie en van de economische decentralisatie en tot instelling van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Minister kan elke maatregel nemen ten einde het personeel van het secretariaat voldoende wordt.

De voorzitter verzekert het beheer van het secretariaat.

Hij ontvangt de door de Commissie uitgebrachte adviezen en zendt die adviezen aan de Minister toe.

Art. 13. De Commissie stelt haar reglement van orde vast dat door de Minister wordt goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Dit reglement zal inzonderheid verduidelijken :

1° de proceduren inzake oproeping van de leden, vaststelling van de agenda, bekrachtiging van de notulen, adviezen en andere documenten opgeemaakt namens de Commissie;

2° de stemningsmodaliteiten en het aantal vereiste deelnemers om op geldelijke wijze zitting te houden;

3° de delegaties van handtekening;

4° de werking van het secretariaat overeenkomstig artikel 12.

Hij zal ook de instelling van een bureau en van gespecialiseerde afdelingen belast met de voorbereiding van sommige adviezen kunnen voorzien.

De Minister kan de goedkeuring van het reglement van orde weigeren alleen indien dit reglement aan het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen of aan de tenuitvoerbrengingsbesluiten ervan niet voldoet.

Art. 14. De mandaten zijn gratis.

Echter hebben de leden van de Commissie recht op de terugbetaling van reis- en verblijfkosten berekend overeenkomstig de regelen betreffende de vergoedingen toegekend aan de ambtenaren.

Zij zijn daartoe gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15.

Art. 15. De Ministers tot wiens bevoegdheid het ophalen en de behandeling van de afvalstoffen behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 oktober 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,
V. FEAUX

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Conseil national de la politique scientifique Nomination. — Démission

Par arrêté royal du 21 avril 1987 qui produit ses effets le 1er janvier 1987, M. Jean Gayetot, secrétaire général de la Fédération générale du travail de Belgique, est nommé membre du Conseil national de la politique scientifique en remplacement de M. Alfred Delourme, démissionnaire, dont il reprend le mandat.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 8 mai 1987 :

- sont nommés juge :
 - au tribunal du travail de Hasselt, Mme Hertoghs, E., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tongres;
 - au tribunal du travail de Bruxelles, M. De Cuyper, M., avocat à Bruxelles;
 - M. Diependaele, J.P., licencié en droit, juge social au tribunal du travail de Gand, est nommé substitut de l'auditeur du travail près ce tribunal.

Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations

Association internationale « Groupe Européen d'Utilisateurs Ositop », à Bruxelles. — Personnalité civile. — Statuts. — Approbation

Un arrêté royal du 6 mai 1987 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Groupe Européen d'Utilisateurs Ositop », dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Nationale Raad voor wetenschapsbeleid Benoeming. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 21 april 1987 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1987, wordt de heer Jean Gayetot, algemeen secretaris van het Algemeen Belgisch Vakverbond, benoemd tot lid van de Nationale Raad voor wetenschapsbeleid ter vervanging van de heer Alfred Delourme, ontslagnemend, waarvan hij het mandaat overneemt.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 8 mei 1987 :

- zijn benoemd tot rechter :
 - in de arbeidsrechtbank te Hasselt, Mevr. Hertoghs, E., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren;
 - in de arbeidsrechtbank te Brussel, de heer De Cuyper, M., advocaat te Brussel;
 - is de heer Diependaele, J.P., licentiaat in de rechten, rechter in sociale zaken in de arbeidsrechtbank te Gent, benoemd tot substituut-arbeidsauditeur bij deze rechtbank.

Bestuur der Erediensten, Giften, Legaten en Stichtingen

Internationale vereniging « Groupe Européen d'Utilisateurs Ositop », te Brussel. — Rechtspersoonlijkheid. — Statuten. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 6 mei 1987 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Groupe Européen d'Utilisateurs Ositop », waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.